

# Le Collectif Réfugiés craint le pire

Les réfugiés ne trouvent plus à se loger dans les structures d'accueil. Le Collectif Réfugiés veut une réelle stratégie avec un dialogue entre l'État, les communes et la société civile.

De notre journaliste  
Geneviève Montaigu

Le Collectif Réfugiés (Lëtzebuenger Flüchtlingsrot, LFR) n'est pas étonné de la situation actuelle en ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'asile. La mine fermée et le cœur lourd du ministre des Affaires étrangères et de l'immigration, Jean Asselborn, n'y changeront rien. «C'est avant qu'il aurait fallu agir, car ce qui arrive aujourd'hui n'est pas seulement un problème de logement», déclare Sergio Ferreira, membre du collectif et porte-parole de l'ASTI.

Le ministre a en effet prévenu que, désormais, les hommes voyageant seuls ne seraient plus admis dans les structures d'accueil, les familles avec enfants étant prioritaires. Les structures sont saturées, il n'y a plus de place pour les nouveaux réfugiés qui continuent d'affluer au Grand-Duché.

«Depuis des années, nous disons qu'il faut faciliter l'accès au travail et faire un véritable travail d'intégration proactif en évitant de laisser les demandeurs végéter dans les structures de l'ONA», poursuit-il. En effet, l'Office national de l'accueil ne sait plus où loger les réfugiés, d'autant que de nombreux bénéficiaires de protection internationale (les BPI) y séjournent encore, faute de pouvoir accéder à un logement.

Le manque de solidarité au niveau européen et le manque d'action contre les passeurs qui s'enrichissent sont des explications, mais ce ne sont pas les seules. «Cela fait des années que LFR rencontre les ministres pour demander que l'intégration soit abordée d'une façon



Sergio Ferreira, membre du Collectif Réfugiés (LFR), constate l'échec de la politique d'asile du Luxembourg et condamne son durcissement.

holistique, comme cela s'est passé pour les réfugiés ukrainiens», cite en exemple Sergio Ferreira. Pour les Ukrainiens, il y a eu, en effet, un guichet unique où toutes les administrations étaient présentes.

## Des gens à la rue

Le Collectif Réfugiés constate amèrement que l'Europe fortresse ne fonctionne pas, qu'elle génère des morts en Méditerranée et des filières criminelles de passeurs qui s'enrichissent. «Elle génère surtout des personnes qui, en arrivant en Europe, sont dans une situation d'absolue précarité et d'insécurité juridique», ajoute Sergio Ferreira. Selon lui, le gouvernement laisse des gens à la rue pour

décourager d'autres réfugiés de venir au Luxembourg, car le pays serait devenu trop attractif, comme l'observe Jean Asselborn.

«Les gens ne viennent pas au Luxembourg parce que les conditions d'accueil sont bonnes, ils partent de leur pays parce qu'ils vivent des situations terribles», rectifie le porte-parole de l'ASTI.

Un réfugié syrien qui témoignait a raconté qu'il avait traversé des situations affreuses pour arriver jusqu'ici. Croire que le laisser à la rue quelques jours au Luxembourg va le faire partir, c'est irréaliste. «Il faut arrêter de travailler avec des mythes et des fantasmes, pour travailler avec des faits», avertit Sergio Ferreira.

Il sait aussi que ceux qui pensent que les réfugiés ukrainiens vont

tous repartir quand la guerre sera finie, tout comme les Syriens et tous les autres réfugiés, se trompent. «Beaucoup vont rester et il faut que la société s'y prépare», assure-t-il. Il faut non seulement investir dans des logements, mais aussi dans la formation. Les gens essaieront toujours d'avoir une chance en Europe, estime-t-il, et d'ailleurs, l'Europe en a besoin, démographiquement et économiquement. «La situation actuelle est un aveu d'échec de notre politique d'asile», conclut-il.

Les quelque 2 200 réfugiés qui arrivent chaque année au Luxembourg doivent être répartis sur tout le territoire pour faciliter leur intégration, car les énormes structures qui les hébergent entre eux, sans contact avec la population locale,

ne sont pas l'idéal, constate aussi le Collectif Réfugiés.

En attendant, le collectif affirme que des centaines de personnes sont mises à la rue et cette nouvelle politique «bafoue les droits fondamentaux des demandeurs de protection internationale», selon les acteurs de terrain.

Le Lëtzebuenger Flüchtlingsrot constate aussi que plusieurs familles bénéficiaires de la protection internationale et qui résident encore dans les structures de l'ONA en échange d'une allocation mensuelle – faute de trouver un logement adéquat sur le marché privé – ont reçu ces derniers mois des décisions «d'interdiction d'accès» aux centres d'hébergement.

La Constitution luxembourgeoise, comme la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, consacre l'inviolabilité de la dignité humaine. La directive sur l'accueil des demandeurs de protection internationale (article 17) impose aux États membres de garantir leur subsistance et de protéger leur intégrité physique et mentale, ce qui comprend notamment l'accès à un hébergement.

Au regard de la situation actuelle, le LFR craint que des centaines de personnes se retrouvent livrées à elles-mêmes dans les prochaines semaines. Selon le ministre Jean Asselborn, 27 hommes sont en attente d'un lit au 31 octobre. De son côté, il a mis sur pied un groupe de travail constitué par l'administration des Bâtiments publics, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et l'ONA afin d'étudier la faisabilité d'une nouvelle structure d'hébergement en reconvertissant des bâtiments existants dans les plus brefs délais.

## Fonction publique : une liste de doléances

Le département de la Fonction publique (DFP) de l'OGBL a soumis un catalogue de revendications au formateur du gouvernement ainsi qu'aux membres du groupe de travail «État moderne», que le DFP souhaite voir prises en considération dans l'élaboration du futur programme de la coalition.

Le DFP regroupe les quatre syndicats professionnels de l'OGBL du secteur public – le syndicat Chemins de fer FNCTTFEL-Landesverband, le syndicat Éducation et Sciences (SEW/OGBL), le syndicat Santé, Services sociaux et éducatifs, le syndicat Service public OGBL/Landesverband – ainsi que des associations de fonctionnaires. Soit la voix de plus de 20 000 adhérents – salariés, fonctionnaires et employés de l'État, des communes, des CFL, des institutions publiques et paragonnementales.

Parmi les doléances figure notamment le remplacement du modèle actuel de négociation de l'accord salarial de la fonc-

tion publique avec le seul syndicat majoritaire auprès des fonctionnaires et employés de l'État par des négociations globales portant sur l'ensemble du secteur public. En effet, explique le DFP, «le résultat des négociations de l'accord salarial n'impacte pas seulement les fonctionnaires et employés de l'État, mais aussi, directement ou indirectement, des dizaines de milliers de travailleurs du secteur public, dont les agents CFL, les salariés, fonctionnaires et employés des services publics communaux, les salariés de l'État, ainsi que les salariés des établissements publics et conventionnés dans les secteurs de la santé, des services sociaux et éducatifs».

Par ailleurs, le DFP plaide pour le maintien définitif de l'augmentation de 5% sur les 100 premiers points du traitement des agents afin d'éviter que les fonctionnaires «des carrières basses, voire moyennes, subissent des pertes de salaire dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024».

## ÉDITORIAL

de notre rédactrice en chef adjointe  
**Alexandra Parachini**  
aparachini@lequotidien.lu



## Rien n'est gratuit

Facebook «est gratuit et le restera». Ce message, resté longtemps affiché sur la page d'accueil du réseau social, est désormais de l'histoire ancienne.

La décision d'Elon Musk, le patron de X, de monétiser les comptes certifiés sur l'ex-Twitter a visiblement inspiré la maison mère de Facebook et Instagram. Meta vient en effet d'annoncer le lancement d'abonnements payants pour les usagers européens des deux plateformes dès ce mois-ci. Il faudra ainsi déboursier 9,99 euros par mois en réglant via un ordinateur, ou 12,99 euros en passant par les applications mobiles sur smartphone. Ce n'est pas tout. Au 1<sup>er</sup> mars prochain, l'ajout d'un compte supplémentaire alourdira la facture mensuelle de 6 à 8 euros.

Ceux qui consentiront à la dépense, promet le géant américain, auront ainsi la «garantie» que leurs données personnelles ne seront pas utilisées à des fins commerciales. Ah oui, vraiment? C'est pourtant le modèle économique sur lequel l'empire de Mark Zuckerberg a été bâti. Des publicités finement ciblées grâce aux précieuses données siphonnées dans les milliards d'informations partagées sans précaution. Du coup, ces abonnements

nous offriront-ils l'assurance de ne plus voir nos recherches sur internet transformées en contenus sponsorisés sur nos fils d'actualité? Qu'on nous permette d'en douter, les cookies – ces traces que nous laissons en ligne – sont un gâteau bien trop appétissant pour renoncer à en prendre une part.

Cette nouvelle manne financière servira-t-elle par ailleurs à la modération des publications, totalement inexistante actuellement? Après tout, nous sommes en droit d'attendre d'un service payant qu'il soit plus qualitatif. Et que les commentaires haineux, les vidéos choquantes, les arnaques en tout genre disparaissent une fois pour toutes. Notons par ailleurs que seules les personnes majeures auront la possibilité de souscrire aux formules proposées. Les adolescents pourront donc continuer de se prendre toutes les horreurs du monde en pleine figure, sans filtre.

Difficile de comprendre autre chose que la volonté de Meta de chercher à faire toujours plus de profits sur le dos de ceux qui ont aujourd'hui beaucoup de mal à se passer des réseaux sociaux. Rien n'est gratuit quand il s'agit de business.



Découvrez nos offres d'abonnement sur [abo.lequotidien.lu](https://abo.lequotidien.lu).

54 71 31 - 403  
[abo@lequotidien.lu](mailto:abo@lequotidien.lu)

